



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 48 du 8 au 30 septembre 2024



LA NOUVELLE COMMISSION EUROPÉENNE :

Plus conservatrice avec une priorité à l'économie et la compétitivité !

Le 17 septembre 2024, la Présidente de la Commission européenne Mme Ursula von der Leyen a présenté la nouvelle équipe des commissaires européens (11 femmes et 16 hommes). Après des discussions entre la présidence de la Commission et les gouvernements des Etats membres, c'est " *une équipe plus fluide, plus connectée et plus coordonnée*" qui devrait entrer en fonction après le vote de validation pour chacun des commissaires par le Parlement européen et ce avant la fin de l'année 2024. C'est une commission dominée par les conservateurs avec 13 membres du Parti Populaire Européen, 5 libéraux de Renew Europe, 4 du Parti Socialiste Européen, 5 indépendants et 1 Conservateurs Réformiste Européens, un ancien membre du gouvernement d'extrême droite italien Mr Raffaele Fitto qui serait nommé Vice Président à la cohésion et aux réformes en charge de la politique régionale qui représente un tiers du budget européen.

Le lundi 16 septembre dernier, Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur depuis 2019, candidat à sa succession, a annoncé sa démission de la Commission européenne en raison de désaccords avec la présidente Mme Ursula von der Leyen. Il lui reproche d'avoir fait pression sur l'exécutif français pour qu'il soit écarté de la prochaine Commission européenne (2024-2029) et dénonce "une gouvernance douteuse". Le Président de la République Française Emmanuel Macron a été contraint de désigner un nouveau candidat français, son choix s'est porté sur Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères depuis janvier 2024. Élu député européen en 2019, il est devenu président du groupe Renew Europe au Parlement européen. Dès le mardi 17 septembre, la Présidente de la Commission européenne a annoncé confier à Stéphane Séjourné les portefeuilles de la Stratégie industrielle et de la Prospérité avec le titre de vice-président de la Commission européenne.

Autour de la Présidente Mme Ursula von der Leyen (Allemagne), le nouveau collège comprend 6 vice-présidents dont 4 femmes avec Mme Teresa Ribera (Espagne), vice-présidente exécutive chargée de la Transition propre, juste et compétitive, Mme Henna Virkkunen (Finlande), vice-présidente exécutive pour la Souveraineté technologique, la sécurité et la démocratie, Mme Roxana Minzatu (Roumanie), vice-présidente exécutive chargée des Personnes, des Compétences et de l'État de Préparation, Mr Raffaele Fitto (Italie), vice-président exécutif chargé de la Cohésion et des réformes, Mme Kaja Kallas (Estonie), vice-présidente et haute représentante aux Affaires étrangères et Mr Stéphane Séjourné (France) vice-président chargé de la stratégie industrielle et de la Prospérité. Les autres commissaires européens : Mr Magnus Brunner (PPE) chargé de l'Intérieur et de la Migration ; Mr Hadja Lahbib (Renew) en charge de l'État de préparation et de la gestion de crise; Mme Ekaterina Zaharieva (PPE) chargée à la Recherche et l'Innovation; Mr Kostas Kadis (indépendant) chargé de la Pêche et des Océans; Mme Dubravka Suica (PPE) commissaire pour la Méditerranée; Mr Dan Jorgensen (S&D) commissaire à l'Énergie et au Logement; Mr Apostolos Tzitzikostas (PPE) chargé du transport et du Tourisme durables; Mr Oliver Varhelyi (Indépendant) en charge de la Santé et du Bien-être animal; Mr Michael McGrath (Renew) chargé de la Démocratie et de l'Etat de Droit; Mr Valdis Dombrovskis (PPE) commissaire à l'Economie et à la Productivité; Mr Andrius Kubilius (PPE) chargé de la Défense et de l'Espace; Mr Christophe Hansen (PPE) chargé de l'Agriculture et de l'Alimentation; Mr Glenn Micallet (S&D) chargé de l'Équité intergénérationnelle, de la Culture, de la Jeunesse et du Sport; Mr Wopke Hoekstra (PPE) chargé du Climat, de la neutralité carbone et de la Croissance propre; Mr Piotr Serafin (Indépendant) chargé du Budget, de la Lutte antifraude et de l'Administration publique; Mme Maria Luis Albuquerque (PPE) en charge des Services financiers et de l'Union de l'épargne et de l'investissement; Mr Jozef Sikela (Indépendant) chargé des Partenariats internationaux; Mr Maros Sefcovi responsable du Commerce et de la Sécurité économique; Mme Marta Kos (Renew) chargée de l'Elargissement et du Voisinage oriental; Mme Jessika Roswall (PPE) commissaire chargée de l'Environnement, de la Résilience en matière d'eau et d'une Economie circulaire compétitive.



Source : *Tout l'Europe* du 18 septembre 2024

MIGRATIONS :

Les Pays-Bas demandent une dérogation aux traités européens pour durcir leur politique et l'Allemagne ré-instaure le contrôle aux frontières !

Le gouvernement néerlandais, d'extrême droite, a demandé le 18 septembre à la Commission européenne une dérogation "op-out" aux règles de l'UE en matière d'asile et de migrations. Cette clause devrait être négociée dans le cadre de la révision des traités européens qui a peu de chances de voir le jour. " *Réduire rigoureusement l'immigration* " est la priorité de la coalition dominée par le parti xénophobe et nationaliste PVV (le Parti pour la Liberté en néerlandais) et la nouvelle ministre de l'Asile et de la Migration Mme Marjolein Faber a déclaré " *Nous devons à nouveau nous occuper de notre propre politique d'asile*" avec comme projet de réinstaurer des contrôles aux frontières, alors que les Pays-Bas est membre de l'espace Schengen permettant la libre circulation des personnes en Europe, mais aussi de suspendre temporairement l'examen des demandes d'asiles et à durcir les conditions d'accueil et à limiter le regroupement familial.

Cette requête du gouvernement néerlandais d'inscrire une clause de non-participation dans les traités européens, pour être mis en œuvre nécessite l'unanimité des autres capitales pour que les Pays-Bas puissent prétendre à une dérogation en matière d'asile et migrations ou la renégociation des traités, ce qui peut prendre des années. Celui de Lisbonne adopté en 2007,, fait de la politique d'immigration une compétence partagée entre l'Union européenne et les Etats membres. Les Pays-Bas essayent "*de faire en sorte*

que les autres Etats membres se joignent à cette initiative pour avancer sur le dossier migratoire". Même si elle n'aboutit pas, cette demande néerlandaise est emblématique de la place centrale prise par les questions migratoires au sein de l'Union européenne.

Depuis le 16 septembre les autorités allemandes ont instauré des contrôles policiers mobiles sur toutes ses frontières terrestres. Ces mesures visent à lutter contre l'immigration illégale, ne marquent pas la fin de l'espace Schengen. car ce traité prévoit qu'un pays peut rétablir des contrôles en cas d'atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale, pendant 6 mois maximum. Les voyageurs doivent s'assurer d'avoir toujours sur eux un passeport ou d'une carte d'identité en cours de validité, qui pourra être demandée par les gardes-frontières, C'est le cas actuellement dans 8 pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, la Hongrie et depuis le 16 septembre la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark, ce fut aussi le cas pour la France après les attentats de 2015, en Pologne pendant l'Euro 2012 et pour plusieurs pays durant la crise sanitaire du Covid 19. Après les derniers attentats, ces mesures cherchent à rassurer la population de ce pays qui a accueilli en 2015-2016 près d'un million de réfugiés et compte encore plus de 300 000 demandes d'asiles en 2023.

Source : *Tout l'Europe* du 17/9/2024



LA POLITIQUE DE COHESION DANS L'UNION EUROPÉENNE :

Réduire les écarts entre les régions en Europe !

Depuis la création de la construction européenne, la politique de cohésion vise à réduire les écarts entre les différentes régions dans l'UE en finançant des projets dans les transports, l'environnement et l'emploi des jeunes à l'aide de fonds structurels comme le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), le FSE (Fonds Social Européen), le FTJ (Fonds pour une Transition Juste) et le Fonds de Cohésion pour les Etats membres les moins développés. Pour la période 2021-2027 cette politique est dotée de 379 milliards d'€ (1/3 du budget de l'UE) dont 18 milliards d'€ pour la France et 880 millions d'€ en Auvergne Rhône Alpes pour une Europe plus intelligente, plus verte, plus connectée, plus proche des citoyens et plus sociale. Ces financements de l'UE permettent le développement de projets dans les régions tout en créant des solidarités entre les territoires européens.

Ces fonds viennent cofinancer jusqu'à 85 % du coût des projets locaux dans les 27 Etats membres. Ce taux pourra atteindre 60 % pour les régions en transition comme l'Auvergne et 50 % pour les régions plus développées de Rhône Alpes. Le Fonds européen de développement régional (FEDER) est doté de 226 milliards d'€ et finance les projets en

faveur de la recherche, du numérique, des PME ou de l'environnement. Le Fonds social européen (FSE+) soutient les actions liées à l'emploi, la formation et l'inclusion sociale, son budget est de 88 milliards d'€. Le Fonds pour une transition juste (FTJ) avec une enveloppe de près de 20 milliards d'€ vise à accompagner les régions les plus dépendantes des énergies fossiles dans leur transition énergétique. Le Fonds de cohésion (FC) doté de 39 milliards d'€ aide les Etats membres les moins développés (dont le revenu est inférieur à 90% de la moyenne européenne) dans les domaines des transports et de l'environnement. La Commission européenne a lancé les réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion de l'UE avec une baisse de son budget et une renationalisation de sa gouvernance. Anna Wagner cheffe d'unité à la direction générale de la politique régionale de la Commission européenne (DG REGIO) a affirmé " *À l'avenir,, il faudra sans doute apprendre à faire mieux avec moins*" pour la programmation 2028-2034 dans un contexte budgétaire tendu du fait du remboursement de l'emprunt européen pour le plan de relance (390 milliards des marchés financiers), les futurs élargissements envisagés à l'Ukraine, la Moldavie ou aux Balkans et de nouvelles priorités européennes comme la défense. De plus, dans un contexte de contraintes des finances publiques , les gouvernements sont tentés de rapatrier dans le giron de l'Etat les milliards des fonds de l'UE destinés aux régions. Mme Carole Delga, Présidente des Régions de France a estimé "*Les Régions sont le visage de proximité de l'Europe en action : plus accessible, dans le concret et à l'échelle des enjeux des citoyens*" et défend une gouvernance en proximité des fonds européens dans les régions.

Source :*Tout l'Europe du 24 et 30 septembre 2024*

